

Refus de de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE19)

Règles applicables pour les fins de contrats de travail et procédures de licenciement engagées à partir du 1^{er} octobre 2021

En application des articles L.311-3-1 et L.312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous pouvez consulter, ci-dessous, les règles et grandes caractéristiques des algorithmes intervenant dans l'élaboration des principales décisions individuelles prises par Pôle emploi dans l'exercice de ses missions de service public. Ces algorithmes sont la traduction de la réglementation de l'assurance chômage, arrêtée par l'Etat. Pour toute question concernant votre situation, vous êtes invité à contacter votre conseiller.

L'étude du droit à l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) est un examen qui intervient, selon les situations, sur votre demande ou d'office.

Les données traitées sont des données d'identification et des données professionnelles issues des éléments que vous avez déclarés à Pôle emploi, des données et attestations fournies par votre ou vos employeurs, les organismes de protection sociale et, le cas échéant, d'autres administrations publiques.

La décision est prise de façon automatique si la situation ne nécessite pas un examen particulier (dans ce cas, un conseiller intervient).

Dans ce cadre, il est notamment vérifié si :

- vous êtes inscrit comme demandeur d'emploi ;
- votre droit précédent à l'ARE est épuisé ou ne peut pas être repris ;
- vous avez perdu une activité salariée (un ou plusieurs contrats de travail) dans les 12 mois qui précèdent votre inscription comme demandeur d'emploi (hors cas d'allongement), si la demande intervient dans le cadre de l'inscription, et, en tout état

de cause, postérieurement à une précédente ouverture du droit ;

- cette activité professionnelle est attestée par l'employeur (attestation destinée à Pôle emploi ou déclaration sociale nominative faite par l'employeur) ;
- cette activité professionnelle a été exercée en France, sauf cas particulier ;
- vous n'avez pas atteint l'âge légal de départ en retraite à taux plein ;
- selon la nature des activités exercées, vous relevez du régime général d'assurance chômage ou de l'un des règlements annexés ;
- vous avez travaillé une durée minimale fixée par la réglementation, dénommée « durée d'affiliation », (avec assimilation possible de certaines périodes de formation) au cours des 24 ou 36 mois qui précèdent la cessation de cette activité (selon l'âge à la date de fin du dernier contrat de travail). Le cas échéant, cette période de référence de 24 ou 36 mois, dite « période de référence affiliation », est allongée de la durée des mesures de restriction de circulation (confinement et couvre-feu) mises en œuvre dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

A noter :

- sont notamment exclues du calcul les périodes de suspension du contrat (non assimilables à du travail) et, pour les personnes précédemment inscrites, les périodes d'activité qui n'ont pas été déclarées lors de l'actualisation mensuelle ;
- le contrat de travail retenu est en principe celui qui précède l'inscription comme demandeur d'emploi, si la demande intervient dans le cadre de l'inscription, ou celui qui précède le mois de la demande, lorsqu'elle est formulée en cours d'inscription.
- la perte d'emploi n'est pas volontaire (sauf exceptions prévues par la réglementation) ;
- dans le cas où vous bénéficiez d'une prestation familiale, celle-ci est cumulable avec l'ARE ;
- la gestion de l'indemnisation du chômage au titre de l'activité perdue relève de Pôle emploi.

La décision de refus intervient lorsque l'une de ces conditions au moins n'est pas remplie.